

MÉMORIAL

DU

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

DES

Großherzogthums Luxemburg.

Vendredi, 27 octobre 1905.

N. 62.

Freitag, 27. Oktober 1905

Avis. — Justice.

Par arrêté grand-ducal du 25 octobre ct., M. Charles Rischard, directeur général des travaux publics, a été nommé président de la Cour supérieure de justice.

Luxembourg, le 27 octobre 1905.

Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.

Arrêté grand-ducal du 25 octobre 1905, portant nomination de M. Charles de Waha aux fonctions de directeur général des travaux publics.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu l'art. 77 de la Constitution et l'arrêté r. g.-d. du 9 juillet 1857, concernant l'organisation du Gouvernement ;

Vu Notre arrêté du 23 juin 1896, portant répartition des services publics en quatre directions générales ;

Sur le rapport de Notre Ministre d'État, président du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. M. Charles de Waha, conseiller de Gouvernement, est nommé directeur général, chargé de la direction générale des travaux publics.

Art. 2. Notre Ministre d'État, président du

Bekanntmachung. — Justiz

Durch Großh. Beschluß vom 25. d. Mts. ist Hr. Karl Rischard, General-Direktor der öffentlichen Arbeiten, zum Präsidenten des Obergerichtshofes ernannt worden.

Luxemburg, den 27. Oktober 1905.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.

Großh. Beschluß vom 25. Oktober 1905, wodurch Hr. Karl de Waha zum General-Direktor der öffentlichen Arbeiten ernannt wird.

Wir Adolph, von Gottes Gnaden Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc.

Nach Einsicht des Art. 77 der Verfassung und des Rgl.-Großh. Beschlusses vom 9. Juli 1857, über die Organisation der Regierung ;

Nach Einsicht Unseres Beschlusses vom 23. Juni 1896, wodurch die öffentlichen Dienstzweige unter vier General-Direktionen vertheilt werden ;

Auf den Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, und nach Berathung der Regierung im Conseil ;

Haben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Hr. Karl de Waha, Regierungsrath, ist zum General-Direktor ernannt und mit der General-Direktion der öffentlichen Arbeiten betraut.

Art. 2. Unser Staatsminister, Präsident der

Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Château de Berg, le 25 octobre 1905.

Pour le Grand-Duc :
Son Lieutenant-Représentant,
GUILLAUME,
Grand-Duc Héréditaire.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.

M. Charles de Waha, directeur général, a prêté serment le 27 octobre 1905, à onze heures et demie du matin, et est immédiatement entré en fonctions.

Avis. — Conseil d'Etat.

Par arrêté grand-ducal du 26 octobre et., M. Charles Rischard, président de la Cour supérieure de justice, a été nommé membre du Conseil d'Etat.

Luxembourg, le 27 octobre 1905.

Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.

Arrêté du 20 octobre 1905, concernant la création d'agences postales auxiliaires.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES,

Vu l'art. 3 de la loi du 4 mai 1877, concernant l'organisation de l'administration des postes et des télégraphes ;

Après délibération du Gouvernement en conseil ;
Arrête :

Les arrêtés des 31 juillet 1886 et 18 août 1887, concernant la création d'agences postales ou téléphoniques auxiliaires resp. l'organisation de ces agences, sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. Des agences postales auxiliaires pourront être établies dans les localités où le besoin s'en fera sentir.

Art. 2. Les personnes préposées aux agences postales auxiliaires sont nommées par le directeur général afférent, sur la proposition du directeur des postes et des télégraphes.

Regierung, ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

Schloß Berg, den 25. Oktober 1905.

Für den Großherzog :
Dessen Statthalter,
Wilhelm,
Erbgroßherzog.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
E y s c h e n.

Hr. General-Direktor Karl de Waha ist am 27. Oktober 1905, um halb zwölf Uhr Vormittags vereidigt worden und hat sein Amt sofort angetreten.

Bekanntmachung. — Staatsrath.

Durch Großh. Beschluß vom 26. ds. Mts. ist Hr. Karl R i s c h a r d, Präsident des Obergerichtshofes, zum Mitglied des Staatsrathes ernannt worden.

Luzemburg, den 27. Oktober 1905.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
E y s c h e n.

Beschluß vom 20. Oktober 1905, die Errichtung von Posthilfsämtern betreffend

Der General-Direktor der Finanzen, nach Einsicht des Art. 3 des Gesetzes vom 4. Mai 1877, die Organisation der Post- und Telegraphenverwaltung betreffend ;

Nach Berathung der Regierung im Conseil ;
Beschließt :

Die Beschlüsse vom 31. Juli 1886 und 18. August 1887, betreffend die Errichtung von Post- und Fernsprech-Hilfsämtern bezw. deren Einrichtung, werden durch nachfolgende Bestimmungen ersetzt :

Art. 1. Posthilfsämter können in denjenigen Ortschaften errichtet werden, in welchen die Bedürfnisse dies als nothwendig erscheinen lassen.

Art. 2. Die den Posthilfsämtern vorstehenden Personen werden auf Antrag des Direktors der Post- und Telegraphenverwaltung durch den zuständigen General-Direktor ernannt.

Les fonctions de préposé peuvent être confiées à des femmes. Les femmes mariées sont tenues de produire avant leur entrée en fonctions une déclaration par laquelle leur mari les autorise à exercer la gérance. Celles qui se marieront postérieurement à leur admission auront à fournir cette déclaration dans un délai de quinze jours à dater de leur mariage.

Art. 3. Les agents auxiliaires jouiront d'une indemnité fixe annuelle, dont le montant sera déterminé dans chaque cas d'un commun accord entre l'administration et l'intéressé.

Art. 4. Les agents sont tenus de déclarer toutes les fonctions ou les branches de commerce qu'ils exercent au moment où ils sont investis de la gérance. Ils ne peuvent en ajouter d'autres par la suite sans autorisation préalable.

Art. 5. Les agents sont tenus d'observer fidèlement le secret des lettres. Il y a violation du secret des lettres non seulement lorsqu'on prend connaissance du contenu d'une lettre, mais encore lorsqu'on divulgue l'existence ou le contenu d'un envoi quelconque, le nom des personnes qui expédient ou qui reçoivent des envois, ou même lorsqu'on fait connaître le lieu d'origine ou de destination de ces envois.

Art. 6. L'agent doit s'acquitter personnellement de ses fonctions.

En cas d'empêchement il peut se faire remplacer à ses frais et sous sa responsabilité par un membre adulte de sa famille ou par une personne de confiance, à charge d'en informer l'administration.

Art. 7. L'agent est responsable de tout dommage qui pourrait résulter à l'administration par ses actes et fautes ou par ceux de son remplaçant.

Art. 8. L'agent doit se conformer aux instructions du bureau de poste duquel il relève ainsi qu'à celles de l'administration centrale.

Art. 9. Les agents peuvent en tout temps être démis de leurs fonctions sans qu'ils aient droit de ce chef à une indemnité quelconque et sans que l'administration soit obligée d'indiquer les motifs d'une telle mesure.

Mit den Funktionen eines Hilfsagenten können auch Frauen betraut werden. Die verheirateten Frauen haben vor ihrem Amtsantritt eine Erklärung ihres Gatten beizubringen, durch welche letzterer sie zur Amtsführung ermächtigt. Diejenigen Frauen, welche nach dem Antritt der Amtsführung heirathen, haben diese Erklärung binnen fünfzehn Tagen vom Tage der Heirath ab beizubringen.

Art. 3. Die Hilfsagenten beziehen eine jährliche Entschädigung, deren Betrag in jedem besonderen Falle im Einvernehmen der Verwaltung und des Betheiligten festgesetzt wird.

Art. 4. Die Agenten sind verpflichtet, alle Aemter oder Gewerbe anzugeben, welche sie bei Uebernahme ihrer Amtsführung betreiben. Ohne vorgängige Ermächtigung dürfen sie diesen in der Folge andere nicht hinzufügen.

Art. 5. Die Agenten sind verpflichtet, das Briefgeheimnis streng zu wahren. Das Briefgeheimnis wird verletzt nicht allein durch Kenntnisaufnahme vom Inhalte eines Briefes, sondern auch durch Bekanntgabe vom Vorhandensein oder vom Inhalte irgend welcher Sendung, des Namens der Absender oder Empfänger dieser Sendungen, oder sogar des Aufgabs- oder Bestimmungsortes der Sendungen.

Art. 6. Der Agent ist zur persönlichen Ausübung seines Amtes verpflichtet.

Im Verhinderungsfalle kann er sich auf seine Kosten und Verantwortlichkeit durch ein erwachsenes Familienmitglied oder eine Vertrauensperson ersetzen lassen, unter gleichzeitiger Benachrichtigung der Verwaltung.

Art. 7. Der Agent haftet für jeden Schaden, welcher der Verwaltung durch seine oder seines Stellvertreters Schuld erwachsen könnte.

Art. 8. Der Agent hat sich nach den Weisungen des Postamts, dem er zugeteilt ist, sowie nach denjenigen der Centralverwaltung zu richten.

Art. 9. Die Agenten können jederzeit ihres Amtes entsetzt werden, ohne daß sie dieserhalb auf irgend welche Entschädigung Anrecht hätten, und ohne daß die Verwaltung verpflichtet wäre, den Grund dieser Maßregel anzugeben.

De leur côté les agents doivent prévenir l'administration, au moins trois mois d'avance, en cas de renonciation à la gérance.

Art. 10. L'agent est obligé de fournir le local nécessaire et de supporter les frais de chauffage et d'éclairage.

Si l'agent est négociant, le service peut être exécuté dans son magasin ; mais la partie du comptoir affectée aux opérations postales doit être isolée par un grillage.

Art. 11. Le matériel de pesage, les timbres à cacheter et les sacs d'emballage sont fournis par l'administration.

L'autre matériel de bureau est à charge des agents.

Art. 12. Les agences auxiliaires sont ouvertes au public aux heures à déterminer par l'administration des postes et des télégraphes.

Art. 13. Les agents auxiliaires sont chargés des attributions suivantes :

- a) vente de timbres-poste, timbres-télégraphe et autres valeurs postales ;
- b) acceptation des envois ordinaires de la poste aux lettres et de la poste aux colis ;
- c) acceptation des envois recommandés, des envois contre remboursement ainsi que des envois de recouvrement ;
- d) émission et paiement de mandats de poste internes et internationaux ne dépassant pas 300 francs ;
- e) réception et délivrance de colis aux destinataires au bureau de l'agence même ;
- f) le cas échéant, gestion de la cabine téléphonique publique et transmission et réception des télégrammes.

Art. 14. Pour les envois énumérés sub c et d l'agent auxiliaire délivre aux déposants des quittances provisoires qui sont échangées par le facteur, dans sa tournée ordinaire, contre des reçus réguliers délivrés par le bureau de poste préposé à l'agence. La responsabilité de l'Etat n'est engagée, du chef de ces envois, qu'a

insinué sind die Agenten, welche ihr Amt niederzulegen beabsichtigen, gehalten, die Verwaltung davon wenigstens drei Monate vorher zu benachrichtigen.

Art. 10. Der Agent hat das nöthige Lokal zu stellen und die Kosten für Heizung und Beleuchtung zu tragen.

Ist der Agent zugleich Handelsmann, so kann der Postdienst im Ladenraum vor sich gehen ; jedoch muß der für den Postdienst bestimmte Theil des Lokals durch ein Gitterwerk abgetrennt sein.

Art. 11. Das Wägematerial, die Stempel und die Packfächer stellt die Verwaltung.

Das andere Büreaumaterial hat der Agent zu beschaffen.

Art. 12. Die Hilfsagenturen sind dem Publikum an den von der Post- und Telegraphen-Verwaltung zu bestimmenden Stunden geöffnet.

Art. 13. Die Hilfsagenten besorgen :

- a) den Verkauf von Briefmarken, Telegraphenmarken und sonstigen Postwerthzeichen ;
- b) die Annahme der gewöhnlichen Brief- und Packetpost-Sendungen ;
- c) die Annahme der Einschreib- und Nachnahme-Sendungen, sowie der Postaufträge ;
- d) die Annahme und die Auszahlung von Inlands- und Auslands-Postanweisungen, deren Betrag 300 Fr. nicht übersteigt ;
- e) die Annahme sowie die Bestellung von Paketen an die Adressaten im Hilfsamte selbst ;
- f) gegebenenfalls die Leitung der öffentlichen Fernsprechstelle und die Uebermittlung und Annahme von Telegrammen.

Art. 14. Für die unter c und d aufgeführten Sendungen stellt der Hilfsagent den Interessenten provisorische Quittungen aus, welche der Briefträger auf seiner gewöhnlichen Dienstrunde gegen regelrechte, von dem der Hilfsagentur vorgesetzten Postamte ausgestellte Empfangsbescheinigungen umtauscht. Die Haftpflicht des Staates für diese

partir du moment où ils sont parvenus à la perception des postes.

Art. 15. Les envois déposés à l'agence sont conservés dans un meuble fermant à clef, jusqu'au moment de l'expédition.

Les envois qui, à raison de leur volume, ne peuvent être enfermés, sont à garder à un endroit sûr à l'abri des indiscretions.

Art. 16. L'agent auxiliaire reçoit du bureau de poste préposé, contre quittance, une avance fixe de 1000 francs, dont 500 francs en espèces et 500 francs en timbres-poste et autres valeurs postales.

Au fur et à mesure de la vente des timbres-poste, de nouvelles provisions sont achetées moyennant numéraire à la perception.

L'avance fixe de 500 francs en espèces sort, avec les recettes réalisées de mandats déposés, au paiement des mandats présentés par les destinataires. Chaque jour, selon qu'il y a lieu, l'agent réclame le complément de son avance de 500 francs ou il en verse l'excédent au bureau dont il relève.

Art. 17. Les envois déposés entre les mains de l'agent ainsi que ceux trouvés par lui dans la boîte aux lettres sont transmis, sans être frappés d'un timbre à date, au bureau préposé par l'intermédiaire soit du facteur rural, soit d'un facteur-convoyeur, soit d'une voiture postale.

La transmission se fait dans un sac cacheté. Celui-ci contient un bordereau renseignant les envois recommandés, les envois contre remboursement, les envois de recouvrement ainsi que les mandats de poste déposés ou payés ; le bordereau qui sert en même temps de décompte entre l'agence et la perception, fait ressortir le montant en espèces qui accompagne l'envoi.

Les colis ainsi que les objets de correspondance volumineux sont transportés en dehors du sac cacheté.

Art. 18. Il n'est pas perçu de droit de factage sur les colis que les destinataires retirent ou font retirer aux agences auxiliaires.

Sendungen beginnt erst mit dem Augenblick, wo dieselben an die Postperzeption abgeliefert sind.

Art 15. Die auf der Agentur hinterlegten Sendungen müssen bis zu ihrer Verfrachtung in einem verschlossenen Schrank aufbewahrt werden.

Die Sendungen, welche wegen ihres Umfangs nicht abgesperrt werden können, sind an einem sichern Orte vor Indiscretionen sicher zu stellen.

Art. 16. Der Hilfsagent empfängt von seinem vorgesetzten Postamt, gegen Quittung, einen festen Vorschuß von 1000 Fr., wovon die Hälfte in baar und die übrigen 500 Fr. in Briefmarken und sonstigen Postwerthzeichen.

In Stelle der verkauften Postwerthzeichen sind neue Vorräthe bei der Perzeption gegen baares Geld anzuschaffen.

Der feste Vorschuß von 500 Fr. in baar dient, nebst den aus den aufgegebenen Postamtwweisungen herrührenden Einnahmen, zur Auszahlung der von den Empfängern vorgelegten Postamtwweisungen. Jeden Tag fordert entweder der Agent bei seinem vorgesetzten Postamte den Betrag zur Ergänzung des festen Vorschusses von 500 Fr. ein, oder er führt den Ueberschuß dorthin ab.

Art. 17. Die dem Agenten eingehändigten oder von ihm in dem Briefkasten vorgefundenen Sendungen sind, ohne mit einem Datum-Stempel versehen zu werden, dem vorgesetzten Postamte durch den Landbriefträger, einen Begleitbriefträger oder durch einen Postwagen zu übermitteln.

Die Uebergabe erfolgt in einem versiegelten Sacke. Letzterer enthält außerdem ein Verzeichnis der Einschreib- und Nachnahme-Sendungen, der Postaufträge und der aufgegebenen oder ausbezahlten Postamtwweisungen; dieses Verzeichnis, welches gleichzeitig als Abrechnung zwischen der Agentur und der Postperzeption dient, hat auch die der Sendung beiliegende Barsumme anzugeben.

Die Pakete und umfangreichen Correspondenzstücke werden nicht im versiegelten Sacke befördert.

Art. 18. Für die Pakete, welche die Adressaten bei den Hilfsämtern selbst abholen oder abholen lassen, wird kein Trägerlohn erhoben.

Art. 19. Les agents auxiliaires n'ont pas de comptabilité propre. Ils rendent journallement compte de leurs opérations au bureau préposé qui en passera écriture.

Art. 20. Les questions de détail non prévues par le présent arrêté seront réglées par des instructions administratives.

Art. 21. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 20 octobre 1905.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Avis. — Assurance-Maladie.

Par arrêté du soussigné en date de ce jour, la suppression de l'art. 68 des statuts de la Caisse régionale pour le commerce (V) instituée pour les communes de Luxembourg, Hollerich et Eich, a été approuvée.

Luxembourg, le 25 octobre 1905.

Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.

Avis. — Caisse d'épargne.

Par arrêté ministériel en date de ce jour, le préposé de l'agence des postes à Bascharage a été chargé de faire des opérations comptables pour la Caisse d'épargne à partir du 1^{er} novembre prochain.

Le bureau est accessible tous les jours, pendant les heures ordinaires de service, pour les opérations de la Caisse d'épargne.

Le bureau des contributions directes et accises du dit lieu est déchargé, à partir du même jour, du service dont s'agit.

Luxembourg, le 24 octobre 1905.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Art. 19. Die Hilfsagenten haben kein eigenes Rechnungswesen; sie rechnen täglich mit dem ihnen vorgesetzten Amte ab, welches darüber Buch führt.

Art. 20. Die in gegenwärtigem Beschluß nicht vorgesehenen Einzelheiten werden durch Verwaltungs-Verordnungen geregelt.

Art. 21. Gegenwärtiger Beschluß soll ins „Memorial“ eingereiht werden.

Luxemburg, den 20. Oktober 1905.

Der General Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Bekanntmachung. — Krankenversicherung.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom heutigen Tage ist die Abschaffung des Art. 68 des Statuts der Bezirkskrankenkasse für das Handelsgewerbe (V) für die Gemeinden Luxemburg, Hollerich und Eich genehmigt worden.

Luxemburg, den 25. Oktober 1905.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
E y s c h e n.

Bekanntmachung. — Sparkasse.

Durch Ministerial-Beschluß vom heutigen Tage ist der Postagent zu Niederkerfchen beauftragt worden, vom 1. November künftig ab Operationen für Rechnung der Sparkasse vorzunehmen.

Das Amt ist jeden Tag während der gewöhnlichen Bureaustunden für den Sparkassendienst geöffnet.

Das Steuer- und Accisen-Amt daselbst ist vom gleichen Tage ab vom betreffenden Dienst entbunden.

Luxemburg, den 24. Oktober 1905.

Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Chemins de fer vicinaux. — Ligne de Bettembourg-Aspelt.

Longueur en exploitation : 14 kilomètres.

Du 1 ^{er} au 31 mai.....	} 1905	fr. 1,199 77½	fr. 4,330 40	fr. 10 80	fr. 2,540 97½
Du 1 ^{er} janvier au 30 avril ..		fr. 5,094 87½	fr. 2,166 00	fr. 25 45	fr. 7,286 02½
Du 1 ^{er} janvier au 31 mai ..	} 1905 1904	fr. 6,204 65	fr. 3,496 40	fr. 35 95	fr. 9,827 00
		fr. 6,117 92½	fr. 2,856 80	fr. 38 65	fr. 9,343 37½
Différence en faveur de.....	} 1905 1904	fr.	fr. 639 60	fr.	fr. 483 62½
		fr. 433 27½	fr.	fr. 2 70	fr.
Produit kilométrique correspondant à		{ 1905 fr. 2,159 45. 1904 fr. 2,045 25.			

Chemins de fer vicinaux. — Ligne de Luxembourg-Echternach.

Longueur en exploitation : 46 kilomètres.

RECETTES.		VOYAGEURS.	MARCHANDISES.	RECETTES DIVERSES.	RECETTES TOTALES.
Du 1 ^{er} au 31 mai	} 1905	fr. 15,622 65	fr. 1,774 55	fr. 213 44	fr. 17,610 64
Du 1 ^{er} janvier au 30 avril ..		fr. 34,408 37	fr. 4,917 55	fr. 816 97	fr. 39,872 89
Du 1 ^{er} janvier au 31 mai 1905.....		fr. 49,731 02	fr. 6,722 10	fr. 1,030 41	fr. 57,483 53
		Produit kilométrique fr. 2,999 14.			

Chemins de fer cantonaux. — Lignes de Noerdange-Martelange et Diekirch-Vianden: 44 kilom.

RECETTES.		VOYAGEURS.	MARCHANDISES.	RECETTES DIVERSES.	RECETTES TOTALES.
Du 1 ^{er} au 31 mai... ..	} 1905	fr. 6,752 30	fr. 13 387 00	fr. 644 71	fr. 20,784 01
Du 1 ^{er} janvier au 30 avril ..		fr. 19,249 80	fr. 34,376 95	fr. 2,295 69	fr. 55,892 44
Du 1 ^{er} janvier au 31 mai ...	} 1905 1904	fr. 25,972 10	fr. 47,763 95	fr. 2,940 40	fr. 76,676 45
		fr. 25,110 25	fr. 40,600 40	fr. 2,811 49	fr. 68,522 44
Différence en faveur de l'année	} 1905 1904	fr. 861 85	fr. 7,163 55	fr. 128 91	fr. 8,154 31
		fr.	fr.	fr.	fr.
Produit kilométrique correspondant à		{ 1905 fr. 4,182 35. 1904 fr. 3,737 37.			

Caisse d'épargne. — Par décision du Directeur général des finances en date du 24 octobre 1905, les livres n^{os} 50408, 65942, 65943, 65944, 65665 et 115341 ont été annulés et remplacés par des nouveaux.

Luxembourg, le 24 octobre 1905.